



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Du 1^{er} au 5 juillet 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

49,2 points

L'indice PMI (*Purchasing Manager Index*) S&P Global SA qui mesure la confiance des entreprises a atteint 49,2 points en juin 2024, après 50,4 points en mai.

Zoom sur : Le déficit du compte courant se creuse (*StatsSA*)

Selon le dernier bulletin de la Banque centrale sud-africaine (SARB), le compte courant sud-africain a poursuivi sa dégradation au T1 2024, affichant un montant déficitaire (-51,7 Mds ZAR, soit 4,6% du PIB) pour le huitième trimestre consécutif après sept trimestres d'excédent (entre le T3 2020 et le T1 2022).

Le déficit courant, en forte hausse sur le trimestre (-10,5 Mds ZAR au T4 2023, soit +392%), atteint ainsi son niveau le plus élevé depuis le T3 2019. L'évolution trimestrielle s'explique principalement par la forte augmentation du déficit de la balance des revenus primaires (+303%, à -52,1 Mds ZAR, soit 4,6% du PIB), structurellement le principal contributeur du déficit courant du pays et affecté par la forte hausse (+75%) des dividendes versés aux agents non-résidents. L'excédent commercial s'est également réduit (+34% sur le trimestre, pour atteindre +21,1 Mds ZAR, soit 1,9% du PIB), affecté par la baisse des exportations sud-africaines (-10%).

Le déficit de la balance des services s'est en revanche résorbé de manière significative (-50% par rapport au T4 2023), dans un contexte de baisse des prix du transport international et de forte reprise du tourisme à l'été austral, pour atteindre 9,6 Mds ZAR (0,8% du PIB), soit son niveau le plus faible depuis le T1 2020.

Sommaire :

Afrique du Sud

- L'Afrique du Sud impose des droits de douane de 10 % sur les importations de panneaux solaires (*PV Magazine*)
- Eskom désigne ses cinq fournisseurs de transformateurs électriques (*Transformer Technology*)
- Le gouvernement sud-africain veut renégocier l'accord de financement de 2,6 Mds USD avec le Climate Investment Funds (CIF) à la suite de sa décision de garder trois centrales à charbon ouvertes jusqu'en 2030 (*Agence Ecofin*)
- Première déclaration du nouveau ministre de l'environnement sur la nécessité pour l'Afrique du Sud de réduire son impact sur le climat (*Business Live*)
- ArcelorMittal annonce revenir sur sa décision de fermer son aciérie en Afrique du Sud (*Reuters*)
- Le groupe minier Sibanye Stillwater a supprimé plus de 11 000 emplois en 18 mois (*Business Day*)
- L'indice de confiance des entreprises enregistre une baisse conjoncturelle au mois de juin (*S&P Global SA*)
- La progression des crédits bancaires accélère au mois de mai (*SARB*)
- Les ventes de véhicules neufs reculent sur un an, malgré des perspectives positives (*NAMSAA*)

Angola

- L'Angola rend les obligations du Trésor en monnaie locale plus accessibles aux petits épargnants (*Expansao*)
- L'économie angolaise a crû de 4,6 % au 1er trimestre, soit la plus forte progression depuis 2015 (*INE*)

Malawi

- Le Programme alimentaire mondial (PAM), soutenu financièrement par la France, prévoit d'allouer 80 M USD dollars pour aider au moins 2,1 M de personnes au Malawi (*The Times Group*)
- L'australien Rio Tinto renforce sa présence dans le graphite africain (*Agence Ecofin*)

Zambie

- La Banque mondiale approuve une subvention de 208 M USD pour lutter contre la sécheresse en Zambie (*Ministry of Finance & National Planning*)
- L'émirati IRH abandonne son projet de reprise de la mine de Konkola (*Agence Ecofin*)
- L'inflation accélère au mois de juin (*ZamStats*)

Zimbabwe

- Le FMI conclut sa mission annuelle d'analyse économique « Article IV » (*FMI*)

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud impose des droits de douane de 10 % sur les importations de panneaux solaires (PV Magazine)

La Commission d'administration du commerce international d'Afrique du Sud (ITAC) a mis en place un tarif d'importation de 10 % sur les panneaux solaires afin, selon elle, de protéger les fabricants locaux et d'attirer les investissements pour renforcer sa chaîne de valeur. Cette décision serait alignée avec le *South African National Renewable Energy Master Plan* publié en 2023 qui met l'accent sur le soutien au développement des chaînes de valeur locale. Pour rappel, l'Afrique du Sud développe fortement ses capacités de production d'énergie solaire dans le cadre de sa transition énergétique (l'Afrique du Sud dépend à plus de 70% du charbon) en profitant de son fort potentiel en la matière. Les déficiences dans la production et la transmission d'électricité d'Eskom poussent également les habitants et entreprises à se doter de capacité solaire afin d'être autosuffisant en énergie. Néanmoins, le pays importe l'écrasante majorité de ses panneaux solaires de Chine (3.4 GW sur les six premiers mois de 2023 pour une installation totale de 5 GW de capacité), bien meilleur marché que la faible production locale. Ainsi, l'association sud-africaine de l'industrie photovoltaïque (SAPVIA) estime qu'il est probable qu'une augmentation de prix de 10 % soit répercutée sur les consommateurs et sur la compétitivité des projets d'énergie solaire par rapport aux énergies fossiles.

Eskom désigne ses cinq fournisseurs de transformateurs électriques (Transformer Technology)

Eskom a annoncé la désignation de ses cinq fournisseurs de transformateurs électriques dans le cadre de son plan de développement de la transmission électrique. Ces cinq nouveaux fournisseurs sont les sud-africains SGB-SMIT POWER MATLA, ACTOM, Powertech Transformers, l'italien TMC Transformers et Hitachi Energy South Africa qui est une branche locale du conglomérat japonais Hitachi. Un transformateur électrique est un équipement permettant de modifier la tension effective délivrée par une source

d'énergie électrique alternative. Ainsi, ces entreprises joueront un rôle crucial dans le renforcement des infrastructures de transmission d'Eskom visant à garantir la fiabilité de la fourniture d'électricité en Afrique du Sud. Depuis le 1^{er} juillet, la National Transmission Company South Africa (NTCSA), issue du dégroupage d'Eskom, a officiellement commencé ses activités en tant que filiale d'Eskom en charge des activités de transmission électrique. La création de cette nouvelle entité est motivée par l'endettement insoutenable d'Eskom et la volonté d'améliorer la gestion de la transmission électrique alors que le pays doit construire 14 000 kilomètres de lignes d'ici 2032 afin de connecter les nouvelles capacités d'énergies renouvelables au réseau électrique.

Le gouvernement sud-africain veut renégocier l'accord de financement de 2,6 Mds USD avec le Climate Investment Funds (CIF) à la suite de sa décision de garder trois centrales à charbon ouvertes jusqu'en 2030 (Agence Ecofin)

Le gouvernement sud-africain souhaite renégocier l'accord de financement de 2,6 Mds USD avec le Climate Investment Funds (CIF) à la suite de sa décision de garder trois centrales à charbon ouvertes jusqu'en 2030. En effet, cette décision, met en péril ce financement de 2,6 Mds USD du CIF, un fonds lié à la Banque Mondiale et dont la France participe à la gouvernance. Le CIF fait partie du Just Energy Transition Partnership (JET-P), un partenariat international dont la France fait partie et qui doit permettre de financer la transition énergétique du pays. L'Afrique du Sud ayant décidé de prolonger la durée de vie de trois de ces centrales à charbon les plus polluantes jusqu'en 2030 pour des raisons d'approvisionnement énergétique, le CIF dont le financement dépend de l'engagement du pays à accélérer sa transition énergétique, pourrait décider de suspendre son financement. Afin d'éviter ce scénario catastrophe, l'Afrique du Sud souhaite une approche ajustée du programme afin de prendre en compte ces besoins énergétiques sur le court-terme.

Première déclaration du nouveau ministre de l'environnement sur la nécessité pour l'Afrique du Sud de

réduire son impact sur le climat (Business Live)

Le nouveau ministre de l'environnement, Dion George, issu de l'opposition au parti majoritaire de la coalition gouvernementale l'ANC, a fait sa première déclaration dans laquelle il met en avant la nécessité pour le pays de réduire son impact sur le climat. Il a précisé que le changement climatique et la transition énergétique vers une économie à faibles émissions de carbone seront des éléments clés de son travail et qu'il travaillerait en étroite collaboration avec la Commission présidentielle sur le climat. Dion George estime que l'Afrique du Sud doit s'engager dans la bonne direction en réduisant ses émissions et en respectant les protocoles internationaux. Il a aussi insisté sur les contraintes auxquelles l'Afrique du Sud, pays à revenu intermédiaire, fait face, telles que la croissance économique, l'emploi et l'amélioration des conditions de vie de la population. Il a aussi indiqué qu'il aurait un rôle important à jouer pour attirer les financements pour le climat, un domaine dans lequel son expérience en matière de finances pourrait être mise à profit. Cette nomination et ses propos sont un signal positif pour la coalition JETP dont fait partie la France et qui a pour but d'aider l'Afrique du Sud à réussir sa transition énergétique alors que le pays dépend à encore plus de 70% du charbon.

ArcelorMittal annonce revenir sur sa décision de fermer son aciérie en Afrique du Sud (Reuters)

Mardi 2 juillet, la filiale sud-africaine d'ArcelorMittal a décidé de revenir sur la fermeture de son aciérie à Vanderbijlpark (KwaZulu-Natal), plus de six mois après l'avoir annoncé. L'entreprise a par ailleurs indiqué travailler avec le gouvernement et les syndicats sur un plan durable afin d'améliorer la rentabilité du site pour éviter l'arrêt des activités et les pertes d'emplois. Par cette décision, ce sont donc près de 3 500 emplois directs et des milliers d'autres indirects qui seraient maintenus. Le conseil d'administration de l'entreprise a en outre fait savoir sa volonté de continuer à exploiter l'aciérie sur le long-terme, où l'entreprise produit des produits d'acier plats. Pour rappel, l'annonce de la fermeture en novembre intervenait dans

un contexte de faiblesse de la demande d'acier et de problèmes liés aux infrastructures dans le pays. ArcelorMittal a cependant souligné par la voix de son PDG Kobus Verster de nettes améliorations ces derniers mois sur la production électrique ainsi que sur la gestion des ports et voies ferrées en Afrique du Sud.

Le groupe minier Sibanye Stillwater a supprimé plus de 11 000 emplois en 18 mois (Business Day)

Selon Business Day, l'entreprise minière Sibanye Stillwater a supprimé plus de 11 000 emplois ces 18 derniers mois. Son PDG Neal Froneman exposait cette semaine la nécessité pour la société de restructurer ses opérations en Afrique du Sud afin d'être plus alignée avec le niveau d'activité en baisse dans le pays. En effet, d'autres entreprises minières ont ainsi recalibré leurs capacités productives pour accompagner le déclin des mines d'or et de platine sud-africaines. Le pays est d'ores et déjà sorti du top 10 des réserves d'or dans le monde, et le cabinet de conseil PwC estime que dans certaines provinces, il ne reste tout au plus que 6 ans de production potentielle. Sibanye Stillwater, qui est un des acteurs ayant les coûts de production les plus élevés de l'industrie, a donc choisi de fermer certains de ses puits en fin de vie, tout comme ceux les moins rentables, ce qui a conduit à la suppression de 14% de ses emplois depuis un an et demi. Selon Stats SA, l'industrie minière fournit plus de 500 000 emplois formels en Afrique du Sud, et contribue largement aux ressources publiques via l'impôt sur les sociétés, les redevances minières ainsi que via les impôts sur le revenu des employés.

L'indice de confiance des entreprises enregistre une baisse conjoncturelle au mois de juin (S&P Global SA)

L'indice PMI (Purchasing Manager Index) S&P Global SA a atteint 49,2 points en juin 2024, après 50,4 points en mai. L'indicateur, qui mesure la confiance du secteur privé dans son ensemble (secteurs minier, manufacturier, des services, de la construction et du commerce – sur la base de données recueillies auprès d'un panel de 400 entreprises), repasse ainsi sous la barre des 50 points (signe d'une perception d'un recul de l'activité par les chefs d'entreprises) pour la première fois en trois

mois. Cette performance en demi-teinte s'explique toutefois principalement par des facteurs conjoncturels (forte incertitude entourant les résultats de l'élection du 29 mai 2024, qui ont en particulier pesé sur le nombre de nouvelles commandes). Sur l'ensemble du deuxième trimestre, il atteint 50,0 points en moyenne, soit son niveau le plus élevé depuis le T4 2022, sous l'effet du ralentissement de l'inflation et de l'absence de délestages électriques depuis le 26 mars.

La progression des crédits bancaires accélère au mois de mai (SARB)

La progression du volume des crédits bancaires accélère fortement au mois de mai, à 4,8% en glissement annuel (+1,7 point). Les prêts accordés aux entreprises sont particulièrement dynamiques (+6,3% en g.a, contre +2,8% au mois d'avril), alors que les prêts accordés aux ménages progressent moins rapidement (+3,4% en g.a, comme le mois précédent, soit la progression la plus faible depuis mars 2021). A noter que le volume de crédits bancaires progresse de manière ininterrompue depuis le mois de mai 2021. La masse monétaire (M3) a quant à elle décéléré à 4,7% en glissement annuel au mois de juin (contre 5,7% en novembre), notamment sous l'effet de la baisse des réserves internationales (17,6 Mds ZAR).

Les ventes de véhicules neufs reculent sur un an, malgré des perspectives positives (NAMSA)

Selon les données publiées par l'association des constructeurs automobiles sud-africains (Namsaa - National Association of Automobile Manufacturers of South Africa), les ventes de véhicules neufs ont atteint 40 072 unités en juin 2024 sur le marché domestique, soit un recul de 14% sur un an. Sur les six premiers mois de l'année, la tendance est relativement moins marquée, les ventes de véhicules neufs ayant tout de même diminué de 7,6% par rapport à la même période de l'année précédente. La baisse des ventes sur le marché domestique, qui suivent une pente descendante depuis le mois d'août 2023, illustre les difficultés de l'économie sud-africaine, caractérisée par une croissance atone. La NAMSA relève toutefois plusieurs développements positifs, qui laissent présager une fin d'année plus dynamique: i) la formation d'un gouvernement d'unité nationale; ii)

l'absence de délestages électriques depuis la fin du mois de mars; iii) la baisse des prix à la pompe en juillet 2024; iv) l'anticipation d'une baisse des taux d'intérêt d'ici la fin de l'année 2024. A noter également que les ventes de véhicules à l'exportation ont progressé au mois de juin (+3,6% à 28 306 unités), à rebours des tendances observées sur le marché domestique, alors que près de 60% des véhicules produits en Afrique du Sud sont destinés à l'export, notamment vers le marché européen.

Angola

L'Angola rend les obligations du Trésor en monnaie locale plus accessibles aux petits épargnants (Expansao)

Après avoir réduit le ticket d'entrée pour les obligations du Trésor à 1 000 AOA (contre 100 000 AOA initialement), le ministère des Finances a établi par décret les conditions spécifiques pour l'émission d'obligations du Trésor de courte durée. Le décret 137/24 du 25 juin 2024 vise à inciter davantage d'investisseurs à acheter de la dette publique et *in fine*, à augmenter les volumes de financement levés lors des enchères. Il autorise l'émission de bons du Trésor à échéances de 2, 3, 4 et 5 ans indexés sur un taux Luibor (*Luanda Interbank Offered Rate*) à 6 mois, pour une maturité comprise entre 4 et 20 semestres. Selon les observateurs, cette opération pourrait néanmoins avoir des effets contreproductifs, et *in fine* augmenter le coût du service de la dette: les banques commerciales, principaux créanciers de l'Etat, peuvent en effet influencer sur la fixation du taux Luibor sur le marché monétaire interbancaire (passé de 17,23% à 20,79% entre le 24 juin et le 4 juillet 2024, soit +347 points de base).

L'économie angolaise a crû de 4,6 % au 1er trimestre, soit la plus forte progression depuis 2015 (INE)

Selon la dernière publication de l'Institut national angolais de la statistique (INE), l'économie angolaise aurait enregistré une croissance de 4,6 % (en glissement annuel) au premier trimestre 2024, soit la plus forte progression du PIB depuis le T1 2015. La

croissance a été portée par les secteurs pétrolier (+6,9% en g.a, en raison d'un effet de base favorable, la production pétrolière ayant été affectée par des opérations de maintenance au T1 2023) comme non pétrolier (+3,9% en g.a, contre 2% en g.a au T4 2023, grâce au dynamisme des secteurs du commerce, du transport et de la logistique). Sur le trimestre, le PIB n'a en revanche progressé que de 2,6 % au T1 2024 (données corrigées des variations saisonnières), contre une progression de 7,1% (en g.t) au trimestre précédent. A noter que ces performances positives apparaissent en contraste avec d'autres indicateurs (augmentation du taux de chômage de 31,9% à 32,4% au T1 2024, hausse de l'inflation à 30,2% au niveau national, et à 41,5% à Luanda au mois de mai).

Malawi

L'australien Rio Tinto renforce sa présence dans le graphite africain (Agence Ecofin)

Rio Tinto a annoncé le 3 juillet investir à nouveau 12,4 M USD dans Sovereign Metals, propriétaire au Malawi du projet de rutile et de graphite Kasiya. Cet investissement augmente les parts de Rio Tinto dans la compagnie à 19,76%. Sovereign Metals avait annoncé le 22 mai 2024 le lancement d'un programme pilote d'exploitation minière et de réhabilitation des sols à Kasiya. Pour rappel, fin 2023, Sovereign Metals a mis en évidence le potentiel du projet avec une étude de préfaisabilité révélant que la mine de Kasiya pourrait devenir le plus grand producteur de rutile au monde avec 222 000 tonnes par an. La mine pourrait aussi livrer 244 000 tonnes de graphite par an, ce qui placerait la compagnie parmi les principaux fournisseurs mondiaux de ce matériau essentiel aux anodes des batteries des véhicules électriques. Sur une durée de vie de la mine de 25 ans, 16 Mds USD de revenus sont espérés pour un investissement total de plus de 800 M USD.

Le Programme alimentaire mondial (PAM), soutenu financièrement par la France, prévoit d'allouer 80 M USD dollars pour aider au moins 2,1 M de personnes au Malawi (The Times Group)

Le PAM au Malawi a annoncé qu'il prévoit d'allouer 80 M USD pour soutenir au moins 2,1 millions de personnes sur les neuf millions de personnes en état d'insécurité alimentaire dans le pays. Pour l'instant environ 20 M USD ont pu être garantis. Pour rappel, le Malawi, pays de 20 M d'habitants, fait face depuis plusieurs mois à une sécheresse historique liée au phénomène climatique El Nino qui met en danger alimentaire une grande partie de la population. La France en tant que proche partenaire du PAM et afin de soutenir la population Malawite contribue à hauteur d'environ 1,6 M USD. Ce financement soutiendra un vaste programme de cantines scolaires destiné plus de 50 000 enfants et apportera une assistance alimentaire à plus de 50 000 réfugiés, en particulier les femmes enceintes. Cette aide s'inscrit parfaitement dans les engagements de la France sur l'aide nutritionnelle alors qu'aura lieu le sommet Nutrition for Growth (N4G) à Paris en 2025.

Zambie

La Banque mondiale approuve une subvention de 208 M USD pour lutter contre la sécheresse en Zambie (Ministry of Finance & National Planning)

En Zambie, la Banque mondiale a approuvé une subvention de 207,6 M USD en faveur de la lutte contre les impacts socioéconomiques de la sécheresse. C'est ce qu'a révélé le ministère des Finances et de la Planification nationale dans un communiqué publié le 2 juillet. L'enveloppe qui proviendra pour l'essentiel de l'Association internationale de développement (IDA) permettra d'apporter une aide financière d'urgence à plus de 1,6 million de ménages dans 84 districts touchés par la sécheresse, sur une période de 12 mois. Dans ce pays d'Afrique australe, la sécheresse a entraîné des pertes de récolte allant jusqu'à 90 %. La récolte de maïs, principale denrée de base de la population, a ainsi atteint 1,5 million de tonnes en 2023/2024, son plus bas niveau en 16 ans.

L'émirati IRH abandonne son projet de reprise de la mine de Konkola (Agence Ecofin)

En Zambie, le fonds souverain d'Abu Dhabi International Resources Holdings (IRH) a annoncé se retirer de la course pour le rachat de la mine de cuivre de Konkola. La participation d'IRH dans Mopani aurait été détenue par l'intermédiaire de sa filiale, Delta Mining. IRH est elle-même possédée par International Holdings Company (IHC) dont le propriétaire est Tahnoun bin Zayed Al Nayan, membre de la famille royale régnant aux Emirats Arabes Unis. IRH avait proposé environ 1 Md USD pour acquérir 51 % d'intérêts dans Konkola Copper Mines (KCM) qui est contrôlé à 80% par le groupe indien Vedanta du milliardaire Anil Agarwam. Les 20% restants sont contrôlés par le gouvernement zambien. Néanmoins, Vedanta aurait souhaité vendre seulement 30% des actifs à IRH à un prix supérieur afin de mobiliser des fonds qui auraient permis d'augmenter la production de cuivre à 200 000 tonnes de cuivre par an au cours des trois prochaines années. Cette divergence sur le montant de l'offre et la participation d'IRH à KCM aurait donc abouti à l'annulation de l'opération malgré le soutien du gouvernement zambien. Pour rappel, Delta Mining avait acquis une participation majoritaire (51%) dans la mine de Mopani en mars dernier dans le cadre d'un arrangement avec l'ancien actionnaire Glencore. Dans le cadre de cette opération, IRH s'est engagé à investir 620 M USD en capital, 96 M USD pour éponger les dettes restantes envers les investisseurs et 396 M USD supplémentaires pour rembourser des prêts consentis aux anciens actionnaires. Enfin, Selon la presse zambienne, IRH resterait également intéressé par un investissement dans la mine de Lubambe.

L'inflation accélère au mois de juin (ZamStats)

Selon l'agence nationale de statistiques (ZamStats), l'inflation sur un an a atteint 15,2% en glissement annuel au mois de juin, après 14,7% au mois de mai. La hausse est principalement portée par les prix des denrées alimentaires (+16,8% en g.a, contre 16,1% le mois précédent), dans un contexte de sécheresse aiguë qui a pesé sur les récoltes. Les prix des produits non-alimentaires progressent toutefois également (+13,0% en g.a, contre 12,7% le mois précédent), portées par les boissons alcoolisées et les produits pharmaceutiques. La plupart des

observateurs anticipent une hausse du taux directeur de la Banque centrale zambienne lors de son prochain comité de politique monétaire, au mois d'août. La hausse des prix, en accélération continue depuis un an (+9,8% en g.a au mois de juin 2023), pourrait néanmoins commencer sa décrue d'ici la fin de l'année, alors que l'inflation mensuelle a décliné à 1,3% en juin 2024, contre 1,4% le mois précédent.

Zimbabwe

Le FMI conclut sa mission annuelle d'analyse économique « Article IV » (FMI)

A l'issue de sa mission annuelle d'analyse économique (dite mission « Article IV »), menée du 18 au 27 juin, le Fonds Monétaire International (FMI) a publié ses premières conclusions. L'institution monétaire souligne la résilience de l'économie zimbabwéenne dans un contexte difficile, marqué par l'impact du phénomène El Nino. La croissance devrait ainsi décélérer à 2% en 2024, après +5,3% en 2023, le FMI prévoyant toutefois un fort rebond en 2025 (+6%). Bien qu'il convienne de rester prudent à ce stade, l'institution note la remarquable stabilité du taux de change de la nouvelle monnaie zimbabwéenne, le *Zimbabwe Gold* (ZiG), dont la parité (13,70 ZiG pour 1 USD) a peu évolué depuis son lancement (13,56 ZiG pour 1 USD). Pour rappel, la devise précédente (le dollar zimbabwéen), avait subi une dépréciation d'environ 260% sur les trois premiers mois de l'année. Le FMI note néanmoins la nécessité pour le Zimbabwe de stabiliser son cadre budgétaire, alors que le coût du service de la dette a explosé sous l'effet du transfert des dettes liées aux opérations quasi-fiscales de la Banque centrale au budget de l'Etat, que des dépenses imprévues ont été enregistrées en lien avec l'épisode de sécheresse inédit qui a touché le pays, et que les recettes sont inférieures aux prévisions.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda

leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr